

Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Finances

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents :

Philippe SAUREL.

Taux d'imposition des taxes directes pour 2021 - Adoption

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les recettes fiscales d'une collectivité résultent du produit entre les bases d'imposition (déterminées par les services fiscaux) et les taux (votés par l'assemblée délibérante).

L'année 2021 marque la première année d'application de la réforme de la fiscalité locale engagée par l'article 16 de la loi de finances pour 2020, actant la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales.

Ainsi, la taxe d'habitation au titre des résidences principales n'est plus perçue par la Ville de Montpellier : seule la taxe d'habitation des résidences secondaires subsiste. Son taux d'imposition est néanmoins figé jusqu'en 2022 inclus, et ne peut donc être modifié.

Le produit perdu est compensé par le transfert du taux départemental de la taxe foncière. Un mécanisme dénommé coefficient correcteur permet de garantir une stricte neutralité de la réforme pour toutes les communes. Si le taux communal 2021 correspond à la somme du taux communal 2020 et du taux départemental 2020, il ne provoquera aucune augmentation fiscale pour les contribuables. Pour mémoire, les taux communaux et départementaux étaient respectivement de 31,18 % et 21,45 %, soit un taux cumulé de 52,63 %.

En 2021, seuls les taux d'imposition de taxe foncière bâtie et de taxe foncière non bâtie peuvent être adoptés par le Conseil municipal.

De plus, les services fiscaux ont fourni les éléments prévisionnels 2021 suivants :

- Les bases prévisionnelles relatives à la majoration de 20 % de la cotisation communale des logements meublés non affectés à l'habitation principale (mesure adoptée par le Conseil municipal le 19 février 2015) : les bases s'élèvent à 22 054 071 €, pour un produit attendu, à taux constant, de 991 992 € ;
- Les allocations compensatrices, à hauteur de 4 937 560 €, dont 3 888 190 € pour la réduction de moitié des bases des locaux industriels entrant en vigueur au 1^{er} janvier 2021 ;
- Le versement lié au coefficient correcteur qui garantit la neutralité de la suppression de l'imposition des résidences principales à la TH, à hauteur de 8 879 864 €. Le coefficient calculé pour la commune de Montpellier s'élève à 1,043597, ce qui signifie que la part de TFB départementale transférée est inférieure au produit de TH perdu, sur les données de référence 2020.

Il est proposé à l'assemblée de fixer une évolution des taux d'imposition de la Ville de Montpellier de + 0 % pour 2021.

Produit d'imposition pour 2021 :

Le produit d'imposition prévisionnel pour 2021 s'établit comme suit :

Taxes	Bases d'imposition 2021	Taux d'imposition 2021	% d'évolution des taux en 2021	Produit d'imposition 2021 (en euros)
Taxe sur le Foncier Bâti	379 617 000	52,63 %	0 %	199 792 427
Taxe sur le Foncier Non Bâti	544 000	112,71 %	0 %	613 142
Taxe d'Habitation	23 319 366	22,49 %	(taux gelé au taux 2019)	5 244 525
Total				205 650 094
Majoration résidences secondaires				991 992
Allocations compensatrices				4 937 560
Versement Coefficient Correcteur				8 879 864
TOTAL				220 459 510

Ainsi, le produit d'imposition prévisionnel total pour 2021 s'élèvera à 220 459 510 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de fixer le taux d'imposition 2021 sur le Foncier Bâti à 52,63 % ;
- de fixer le taux d'imposition 2021 sur le Foncier Non Bâti à 112,71 % ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 avril 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Ville de Montpellier - Taux d'imposition des Taxes Directes Locales 2021.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210412-158414A-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/04/21
Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.